

Les lignes de faille idéologiques de la gauche

di Sandrine Cassini

Derrière les querelles de personnes, de réelles divergences perdurent, un an avant l'élection présidentielle

De loin, la gauche ressemble à un immense champ de bataille miné par les querelles de personnes et les rivalités de boutiquiers. Au Parti socialiste (PS) comme dans les autres partis, les portes claquent et les ambitieux se multiplient. François Hollande, Raphaël Glucksmann, Olivier Faure, Boris Vallaud ou Marine Tondelier avancent en ordre dispersé, tandis que Jean-Luc Mélenchon est reparti en trombe pour une quatrième candidature à l'élection présidentielle. Mais, derrière ce bal des ego, de véritables divergences idéologiques perdurent. Si elles ont toujours existé, elles expliquent aussi les difficultés de la gauche à avancer vers 2027. Revue de détail des dernières fractures. Social-démocratie ou social-libéralisme ? Le premier secrétaire du Parti socialiste (PS), Olivier Faure, et le président du groupe des députés socialistes à l'Assemblée nationale, Boris Vallaud, revendiquent, tous deux, un « candidat unique de Glucksmann à Ruffin ». Difficile d'imaginer cette convergence alors que deux lignes se confrontent. Certains soupçonnent François Hollande, mais aussi le député européen Raphaël Glucksmann, de se placer, sous couvert de social-démocratie, sur une ligne sociale-libérale. Sur France 3, dimanche 11 mai, l'ancien président socialiste a, par exemple, plaidé pour une candidature de gauche, qui vise un électorat large, d'Emmanuel Macron « *au centre* ». L'ancien président de la République a commencé à s'adresser à l'électorat macroniste, en se disant défavorable au retour à la retraite à 62 ans, rompant avec la promesse du PS.

« *Dans ce courant, il y a l'idée d'assumer une ligne sociale-libérale, pas celle de 2012, mais celle des "lois travail"* », avance l'eurodéputé écologiste David Cormand, qui

cite aussi la « *carte postale* » adressée par Raphaël Glucksmann. Ce dernier a participé, le 14 avril, à un dîner-débat avec le ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, organisé par le Mouvement démocrate (MoDem). « *De Ruffin à Glucksmann, ça n'existe pas* », corrobore Sacha Houlié, ex-macroniste et député Place Publique de la Vienne, pour qui François Ruffin, député de la Somme et ancien de La France insoumise (LFI), ne fait pas partie de cet arc de force. Mais pour l'ex-sénateur socialiste David Assouline, l'accusation de social-libéralisme est agitée par les partisans d'Olivier Faure pour « *diaboliser* » les oppositions.

L'Europe, une divergence qui traverse les partis politiques Un courant eurosceptique traverse plusieurs formations politiques. A LFI, où l'on veut, au minimum rompre avec les traités actuels, voire « *désobéir* » aux règles européennes, il est assumé. François Ruffin, qui défend de longue date le retour au protectionnisme, propose, lui, de « *faire à côté* » des institutions. « *Le moins possible doit passer par Bruxelles* », dit-il à ses interlocuteurs. Des positions à rebours des Ecologistes, qui rêvent, comme Raphaël Glucksmann, d'un « *saut fédéral* ». Même au sein de la coalition que tente de monter Boris Vallaud, tous ne sont pas d'accord. L'ancien socialiste et député du Val-d'Oise Emmanuel Maurel, qui participe aux travaux, est aussi sceptique à l'égard de Bruxelles. S'il constate qu'au PS, il n'y a « *plus de tonalité critique* », comme lors du traité constitutionnel de 2005, il se réjouit toutefois de l'émergence de la nécessité d'un « *protectionnisme pro-européen* ». « *A l'époque, parler de frontières, c'était considéré comme du nationalisme* », se souvient-il.

La question internationale au cœur des dissensions « *Taiïwan, c'est la Chine. Si la Chine prend Taiïwan et si je suis élu président de la République, nous ne nous en mêlerons pas* », a lancé, vendredi 8 mai sur LCI, Jean-Luc Mélenchon, toujours animé par un campisme vivace. Sur *Brut*, dimanche 3 mai, il a même comparé Taiïwan à la Corse. « *On considère que la Corse, c'est la France. Eux considèrent que Taiïwan, c'est la Chine. Et, d'ailleurs, ça l'a toujours été* », a-t-il lancé. A rebours, Olivier Faure, qui se rend à Taiïwan à la fin du mois, est prêt à défendre l'autonomie de l'île, « *un état de fait, autonome, démocratique* », dit son entourage, et ce, au nom du « *droit des peuples à l'autodétermination* », comme pour les Palestiniens – une référence aux positions de Jean-Luc Mélenchon sur le Moyen-Orient.

En évoquant un pays « *extrêmement raisonnable* », « *intéressé par la stabilité du monde* », il a vivement irrité la secrétaire nationale des Ecologistes, Marine Tondelier. Cette dernière a fustigé, sur son blog, une « *autocratie* » dirigée « *par un parti unique et corrompu* », qui ne fonctionne que « *par la prédation et l'oppression* ». « *Les fractures durables de la relation transatlantique ne justifient en aucun cas un alignement en retour avec les autocrates* », a-t-elle reproché à Jean-Luc Mélenchon, faisant aussi référence à l'Iran ou à la Russie. Le leader « *insoumis* », qui a également expliqué que « *les Russes [avaient] craqué* » en envahissant l'Ukraine, et que seuls les Etats-Unis bloquaient le détroit d'Ormuz, nourrit les accusations de complaisance à l'égard des régimes des mollahs et de Vladimir Poutine.

Immigration » : le tabou réveillé par François Ruffin « *Je suis hostile à l'immigration de travail.* » La petite phrase de François Ruffin a provoqué un malaise. Si elle fait écho à celle de l'ancien leader du Parti communiste français, Georges Marchais, qui, en 1981, voulait « *stopper l'immigration officielle et clandestine* » pour protéger « *la classe ouvrière* », cette ligne est devenue progressivement taboue, au fur et à mesure de la montée en puissance de l'extrême droite. Sur fond de rivalité électoraliste, Manuel Bompard, le premier lieutenant de Jean-Luc Mélenchon, a qualifié cette sortie de « *nauséabonde* », alors qu'en 2016, le leader « *insoumis* » conspuait le « *travailleur détaché qui vole son pain aux travailleurs* ».

Clémentine Autain, députée de la Seine-Saint-Denis, est aussi montée au créneau, évoquant un « *désaccord majeur* » avec M. Ruffin. « *L'immigration [est] une richesse, pas un fardeau* », a-t-elle écrit sur son blog, reprenant une position commune à gauche. Marine Tondelier s'est dite « *en colère* » que l'élu convoque des « *sujets d'extrême droite* ». Pour Pascal Brice, l'ancien président de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) et président de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), François Ruffin a « *le mérite de sortir du déni* ». « *La gauche est à côté de la plaque. Le pays a changé, on n'est pas en situation de "grand remplacement", mais l'immigration est plus nombreuse, plus visible, et correspond pour partie à une radicalisation religieuse* », dit-il. Face à ce phénomène, il faut que la gauche « *intègre des éléments de maîtrise démocratique* », autrement dit une maîtrise des flux, des limitations des droits de séjour et des reconduites à la frontière.

Mais Pascal Brice considère aussi que François Ruffin « *prend les choses par le mauvais bout* », car « *la question du travail, c'est celle qui sauve l'immigration* ». Et ce, d'autant que le pays a besoin de main-d'œuvre. Encore faut-il l'organiser, et ne pas laisser les mains libres au « *patronat* », poursuit-il. Dans son projet pour la présidentielle, le PS s'attaque au sujet, mais sans fixer de seuils.

La bataille du poulet grillé A Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), le bras de fer autour de l'ouverture d'un Master Poulet, une enseigne de fast-food, qui vend du poulet grillé à prix cassés, a mis à nu la difficulté de s'adresser à deux électorats, celui des métropoles et celui des catégories populaires. Le maire (PS), Karim Bouamrane, qui souhaite « *du bon, du beau accessible à toutes et tous* », s'est opposé à l'arrivée de l'enseigne, symbole de la « *malbouffe* », au nom d'une « *alimentation saine* ». Il refuse d'ailleurs « *une assignation politique, intellectuelle et sociale* » dans les quartiers. Aussitôt, il a été accusé par LFI de vouloir « *gentrifier* » Saint-Ouen et donc d'en chasser les personnes les plus modestes au profit d'une population plus bourgeoise. C'est d'ailleurs contre la « *gentrification* » de Saint-Denis par l'ancien maire (PS) Mathieu Hanotin que Bally Bagayoko (LFI), qui lui a succédé en mars, a fait campagne. Ce dernier est venu en voisin chez Karim Bouamrane défendre Master Poulet. Non, Saint-Ouen n'a « *pas besoin* » de restaurants étoilés, a-t-il dit au vendeur, une barquette de poulet à la main, en référence au restaurant ouvert dans la commune par le chef Thierry Marx. Un lieu qui se veut « *populaire* », mais qui s'adresse à une clientèle « *bobo* », résumant le conflit de territoire qui peut surgir dans des quartiers qui montent en gamme. « *Il faut de la mixité* », résume le député Emmanuel Maurel, « *toujours surpris quand la gauche fait l'éloge de la malbouffe* ».

Nucléaire, laïcité, éducation... D'autres divergences existent à gauche. Sont-elles de nature à empêcher tous ces partis de gouverner ensemble ? Lucie Castets pense toujours qu'une alliance est possible. La maire du 12^e arrondissement de Paris, dont le nom avait été avancé par les formations de gauche pour être nommée à Matignon en 2024, s'attache à établir un socle programmatique commun pour la primaire et a dévoilé 65 propositions communes aux partis de gauche. En leur temps, François Mitterrand et Lionel Jospin avaient réussi à gouverner avec leurs partenaires. Impossible de savoir si la gauche de 2026 aura la volonté de trouver des compromis.